

L'entrepreneuriat social – Le pouvoir de transformation pour une économie sociale solidaire

Une étude.
Portraits d'entreprise.
Un compte rendu.

Octobre 2020



L'étude « L'entrepreneuriat social – Le pouvoir de transformation pour une économie sociale et solidaire » a été rédigé en allemand. Vous trouverez ci-joint la préface traduite du président de notre conseil de fondation Eric Nussbaumer ainsi que la version française des textes traitant du thème « Social Entrepreneurship ». À la fin de ce document figurent des ressources complémentaires ainsi qu'une liste de « Social Entrepreneurs » (entreprises sociales) en Suisse, en Allemagne et en Autriche. Vous trouverez une description détaillée de ces entreprises à la section « Portrait des organisations » dans la version allemande de l'étude.

[Télécharger l'étude complète en allemand](#)

Préface

Nous avons observé ces dernières années le développement de deux tendances opposées. On trouve en effet d'une part de plus en plus d'entreprises qui empruntent de nouvelles voies dans leur gouvernance et dans leur orientation axée sur l'impact sociétal. Ces entreprises veulent clairement ne pas être seulement des structures qui maximisent leurs bénéfices mais elles souhaitent aussi, en leur qualité d'entités participatives, apporter une contribution d'intérêt général afin de résoudre des problèmes sociétaux. Ces entreprises ne sont perçues que de manière sporadique comme une nouvelle orientation de l'entrepreneuriat social. Ce sont toutefois également des modèles d'une économie plus équitable qui renforcent les pouvoirs de transformation pour une économie plus durable. D'autre part, le débat autour du contrôle démocratique et de la participation sous le terme de « démocratie économique » connaît une renaissance au sein de la gauche politique.

Avec le présent « compte rendu », nous aimerions mettre ces deux évolutions en relation et leur donner une visibilité. Ce n'est pas une étude classique que vous allez lire mais vous y trouverez des précisions sur ce que l'on entend par « entrepreneuriat social » et comment il est possible de combiner ces concepts avec des modèles de codécision. Nous voulions également surtout montrer la manière dont ce type de concepts d'entreprise peuvent être mis en oeuvre tout à fait concrètement en tant qu'entreprises sociales en Suisse, en Allemagne et en Autriche. Ces intentions ont donné naissance à un mélange d'éléments théoriques et de portraits d'entreprise pratiques sous la forme d'un compte rendu dont l'objectif est de stimuler une réflexion approfondie au sein du monde politique et de la société.

Les bons entrepreneurs au service de l'intérêt général – En existe-t-il vraiment ? Participation et codécision dans l'entreprise – Cela existe-t-il vraiment ? Les deux existent. En tant que fondation politique, nous souhaitons rendre cette réalité tangible et je remercie les auteurs et autrices qui se sont attelés à cette tâche.



Eric Nussbaumer
Président du conseil de fondation
Fondation Anny-Klawe-Morf

Table des matières

Vue d'ensemble de l'entrepreneuriat social	5
Les entrepreneurs sociaux comme vecteurs d'innovation	11
Pouvoirs démocratisants grâce à l'entrepreneuriat social	13
Exemples d'entrepreneurs sociaux en Suisse, en Allemagne et en Autriche	15
Ressources complémentaires	16
Bibliographie	17
Impressum	18

Vue d'ensemble de l'entrepreneuriat social

Qu'est-ce que l'entrepreneuriat social (Social Entrepreneurship) ?

« Le souci de réintégrer la responsabilité sociale dans des contextes de la vie quotidienne, d'appréhender la compétence sociale comme une mission de formation ne signifie ni un retour à des compétences privées déréglementées ni un démantèlement des prestations d'aide sociale »

Theodor Strohm

Les « Social Entrepreneurs » - ce que l'on devrait traduire par « entrepreneurs sociétaux » plutôt que par le terme « entrepreneurs sociaux » que l'on rencontre souvent - ont une mission sociopolitique : ils cherchent et trouvent des solutions innovatrices pour résoudre des problèmes sociaux ou économiques et désirent, par leurs approches créatives et leur diffusion aux niveaux local, national et mondial, obtenir un impact aussi grand que possible. Cela signifie que leur objectif est d'optimiser l'utilité sociale et non de maximiser leurs avantages financiers propres ou leurs bénéfices.

L'entrepreneuriat social et les entreprises sociales permettent de diffuser de manière dynamique des approches issues d'un élan au service de l'intérêt général. Leur souhait, à l'aide de méthodes entrepreneuriales (**dimension entrepreneuriale**) (cf. figure 1), est de générer une plus-value sociale et résoudre durablement des défis sociétaux (**dimension sociétale**) (cf. figure 1). Ils s'engagent à cet effet dans des thèmes comme le changement climatique, la numérisation, l'évolution démographique, la migration, la lutte contre la pauvreté, la formation, l'environnement, la politique du développement ou les collectivités. Les entrepreneurs sociaux visent, concernant le lien entre la rationalité du marché et l'action solidaire, une réconciliation des entreprises et de l'intérêt général.¹

Pour préserver durablement l'impact sociétal, les organisations utilisent en tant que troisième pilier des mécanismes de pilotage et de contrôle (**dimension de la gouvernance**) (cf. figure 1). Cela signifie concrètement que les bénéfices ne sont pas distribués à d'éventuels actionnaires mais qu'ils sont en grande partie réinvestis. Cette manière de procéder est destinée à éviter un « mission drift », c'est-à-dire le fait de s'éloigner de l'objectif fixé et à garantir un impact sociétal maximal. Les struc-

tures de gouvernance accordent également une large place à la participation, c'est-à-dire à l'inclusion du groupe cible, des clientes et des clients ainsi que des collaboratrices et collaborateurs dans les décisions stratégiques et avec un degré élevé de transparence. On voit par exemple ce dernier élément à l'ouverture qui règne dans le cadre de la stratégie, des coopérations et des salaires ou encore à la publication de rapports sur l'efficacité et de chiffres commerciaux.²

La Commission européenne définit par conséquent en résumé l'entrepreneuriat social comme les « entreprises pour lesquelles **l'objectif social ou sociétal au service de l'intérêt général constitue la finalité de leur activité**, ce qui se traduit souvent par **une grande quantité d'innovations sociales** dont **les bénéfices sont en majorité réinvestis** pour atteindre cet objectif social et dont **la structure organisationnelle ou les conditions de propriété reflètent cet objectif**, parce qu'elles sont basées sur les principes de la codécision ou de la participation des collaboratrices et collaborateurs ou orientées sur la justice sociale. »³

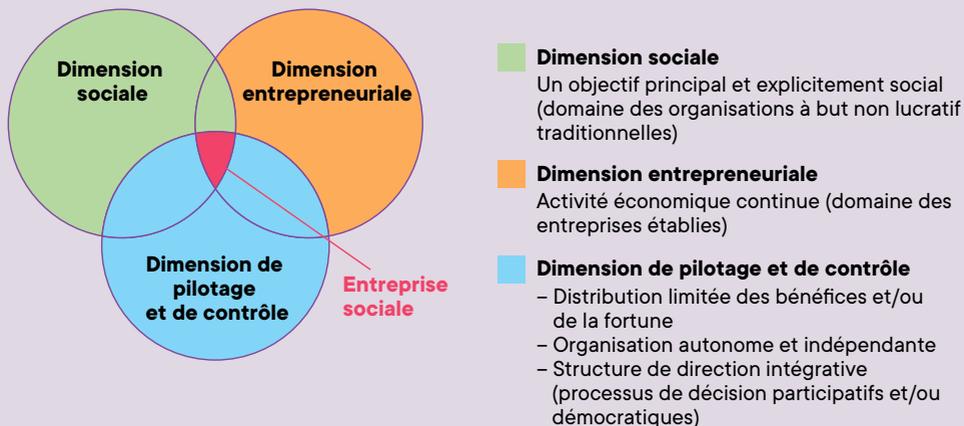


Figure 1 : les trois dimensions de l'entrepreneuriat social

L'élément caractéristique est ici l'impact sociétal positif sur au moins un des 17 objectifs définis par les Nations Unies (en anglais : Sustainable Development Goals, SDGs) qui peut être identifié au moyen d'un modèle d'efficacité et, dans l'idéal, quantifié et évalué grâce à la mesure de l'efficacité.⁴

Les outils méthodologiques ont été considérablement développés ces dernières années pour pouvoir démontrer au niveau quantitatif les succès de l'entrepreneuriat social et de l'entreprise sociale visibles au niveau qualitatif. Le Social Repor-

² Hackenberg/Empter, 2011., p. 58 s.

³ Commission européenne, 2011, p. 2 s.

⁴ Sachs et al. 2020

ting Standard (SRS)⁵ est un standard de reporting orienté sur l'efficacité très courant. Un rapport établi sur cette base contient des indications sur la chaîne des résultats, notamment sur les ressources utilisées (Input), sur les processus de prestations (Output) et sur l'impact fixé et atteint au niveau individuel (Outcome) et sociétal (Impact), appelé « modèle d'efficacité IOOI ». Un rapport de ce type présente également la structure de financement et d'organisation. Le SRS sert ainsi aussi bien au reporting sur l'organisation qu'à la présentation externe (par exemple sur la base des rapports annuels établis ainsi)⁶. Les concepts d'entreprises classiques comme le « Social Return on Investment » (SROI) et le « Balanced Scorecard » (BSC) – adaptés aux prestations sociales – sont eux aussi de plus en plus utilisés de manière standard.

Les entrepreneurs sociaux comme vecteurs du changement

Selon leur propre conception, les acteurs de la société civile sont des vecteurs de changement qui agissent sur la base d'une idée commerciale innovante, d'un modèle d'efficacité qui a fait ses preuves, de la disposition à assumer des responsabilités et à prendre des risques au-delà des structures établies et qui revisitent les approches existantes (p. ex. les sociétés essaimées au sein d'associations caritatives en tant que « intrapreneurs sociaux ») afin de pouvoir atteindre plus efficacement des buts d'intérêt général.

Les entrepreneurs sociaux se considèrent tout à fait comme une partie de l'économie sociale solidaire. Ils sont en quête d'un futur porteur de sens et économiquement viable dont tout le monde pourra profiter (« économie basée sur la responsabilité »). Ils se considèrent donc également comme faisant partie d'une grande transformation et encouragent la formule « Everyone can be a changemaker » plus au service de l'intérêt général et de la cohésion sociale. Outre leur mission sociale, culturelle ou écologique, les entrepreneurs sociaux sont également les catalyseurs et les moteurs du changement sociétal. Sur le fond, les entrepreneurs sociaux jouent le rôle typique d'entrepreneur au sens de Schumpeter « de la destruction créatrice » : on ose la nouveauté et on la met en œuvre sur le marché. En mettant l'accent sur l'engagement social, ils peuvent se relier à des modèles des années 1970 et 1980 et proposer tout aussi bien le bénévolat classique dans des formes et pour des thèmes adaptés au 21^e siècle. Il semble attrayant, pour les jeunes gens en particulier, de s'occuper d'un problème social qu'ils ont perçu puis de tenter de le résoudre de manière viable au plan économique. De nouvelles formes et méthodes de travail (p. ex. les espaces de co-working ainsi que l'utilisation intensive de médias également jeunes comme internet et les réseaux sociaux) sont souvent une évidence.

⁵ Social Reporting Initiative 2014

⁶ Phineo, 2020

À l'aide de divers modèles de gestion qui peuvent également être combinés entre eux (comme p. ex. les plateformes de coopération, les projets multiplicateurs, les programmes de qualification, la microfinance ou l'actionnariat), la situation du groupe cible concerné doit être améliorée. Les entrepreneurs sociaux ne défendent pas de prime abord la conservation de leur structure. Après avoir résolu un problème, ils dissolvent, en cas de doute, eux-mêmes leur entreprise et se consacrent à trouver une solution à d'autres problèmes.

Formes de financement

Les entreprises sociales sont la plupart du temps des petites et des moyennes entreprises. Environ 80 pour cent des personnes interrogées dans le « Social Entrepreneurship Monitor » allemand actuel (DSEM 2020) ont entre 0 et 10 collaboratrices et collaborateurs, un bon 14 pour cent de 10 à 49 et 6 pour cent 50 et plus.⁷

Le fait qu'une grande partie de ces entreprises aient été jusque-là de petites entreprises et qu'elles le restent pour l'instant va de pair avec les difficultés de création et de croissance, en particulier concernant le financement. Certains pays européens ont déjà identifié ce défi et réagi en conséquence. En 2019, le gouvernement français a créé le programme « French Impact » doté d'un milliard d'euros pour les cinq ans à venir. L'objectif est d'encourager des pionniers de l'innovation sociale et de relever des défis locaux sur des concours d'idées. En Suède, l'agence pour l'innovation Vinnova offre aux entrepreneurs sociaux un accès simple au soutien d'état et encourage les partenariats intersectoriels grâce à des procédures de demandes à bas seuil.

En Allemagne, les entrepreneurs sociaux obtiennent une grande partie de leur financement de départ en dehors des subventions ou des dons. Dans ce domaine, les formes modernes de financement comme la collecte massive de très petits montants (appelée Crowdfunding ou Crowdinvesting) via des plateformes internet jouent un grand rôle. Mais plus ils dépendent de formes de financement comme p. ex. des dons, plus nombreux sont les bénévoles qui s'engagent dans l'association. Les investissements de départ peuvent être financés – c'est souvent un mélange provenant de plusieurs sources – par les pouvoirs publics, des fondations, des banques (en particulier des banques de service public), des dons ou des investisseurs sociaux.

Ces derniers s'appuient souvent sur un concept qui transpose à la philanthropie les approches utilisant des moyens inspirés du capital-risque (Venture Philanthropy et Impact Investing), en ce sens que des organisations et des initiatives d'utilité publique sont soutenues sur le long terme au niveau financier et idéologique dans le cadre d'un partenariat actif.

Un autre instrument de financement réside dans les « Social Impact Bonds » en tant que coopérations de nature contractuelle entre des prestataires de services sociaux, des investisseurs privés et l'État : les prestataires de services sociaux s'en-

gagent à prendre des mesures qui ont déjà fait leurs preuves, ce qui permet d'avoir un impact social mesurable. Cela peut par exemple prendre la forme d'une réintégration durable d'un nombre, fixé d'avance, de jeunes chômeurs de longue durée difficiles à placer ou la réduction significative et durable du taux de récidive élevé des petits criminels. Les mesures sont au départ financées par un investisseur privé. Si l'objectif convenu est atteint dans le délai fixé et dans le respect des critères arrêtés, l'investisseur retrouve son capital plus une prime. Tous deux sont versés par l'État, car cette mesure efficace permet aux caisses de l'État de réaliser des économies (comme les transferts) et/ou des recettes supplémentaires (impôts et cotisations aux assurances sociales). Mais pour tous ces avantages très parlants, il convient de réfléchir aux effets d'écrémage (sélection des meilleurs) et de les contrôler.⁸

Formes juridiques possibles pour les entrepreneurs sociaux

Il n'existe à ce jour en Suisse, en Autriche et en Allemagne aucune forme juridique propre qui représente uniquement les activités des entrepreneurs sociaux. Pour maintenir clairement la démarcation avec les entreprises uniquement axées sur le profit et continuer à se concentrer sur le fait de contribuer de manière efficace à résoudre le défi sociétal et par là-même sur le système de valeurs, une forme juridique propre paraît nécessaire.

Pour pouvoir mettre en œuvre les exigences des dimensions économique, sociale et de gouvernance de manière adéquate dans l'entrepreneuriat social, certaines formes juridiques se sont toutefois révélées utiles. Les coopératives par exemple reflètent bien l'indépendance de par le fait qu'elles rassemblent des personnes en vue de la promotion économique ou sociale des membres grâce à l'exploitation économique commune effectuée sur la base de décisions démocratiques. Le contrôle sur l'entreprise (majorité des droits de vote) reste entre les mains de ceux qui portent les valeurs de l'entreprise afin qu'elle se développe à long terme. Il n'y a pas de transmission héréditaire automatique et l'entreprise ne peut pas être négociée comme bien de spéculation. Dans le Moniteur de l'entrepreneuriat social suisse, 36% des entreprises sont organisées en S.à.r.l., 19% en coopératives et 15% en associations ou fondations.⁹

⁸ Fondation Bertelsmann 2014

⁹ SENS (2020): Baromètre 2020 de l'entrepreneuriat social en Suisse

Contrairement à ce qu'il peut sembler parfois, l'action entrepreneuriale concrète pour la société relève d'une très longue tradition avec l'économie citoyenne, le microfinancement et les coopératives : les réformateurs sociaux qui s'engagent pour le bien commun et sont déterminés à améliorer les conditions de vie de leurs concitoyens comme Friedrich Wilhelm Raiffeisen ou Wilhelm Merton, Maria Montessori ou encore Florence Nightingale ont joué le rôle d'innovateurs sociaux justement à l'époque des grands changements de l'industrialisation.

Ce dont nous avons actuellement besoin – dans une nouvelle période de grands bouleversements –, c'est d'une approche stratégique concernant la manière de gérer les innovations sociales et de doter leurs auteurs de plus de ressources et d'outils sur mesure.

L'entrepreneuriat social est important, parce qu'il contribue à la responsabilité sociale et emprunte la voie de la durabilité et de la solidarité et non de la maximisation du profit. L'engouement parfois critiqué pour certains fondateurs ou groupes de fondateurs peut très bien contribuer à générer les modèles qui ont fréquemment disparu dans l'économie et la société. La prise de responsabilité sociétale par une nouvelle génération d'entrepreneurs sur la voie d'une orientation cohérente des valeurs montre les chances d'une activité économique responsable aujourd'hui.

Les entrepreneurs sociaux comme vecteurs d'innovation

Lorsque l'on parle « d'innovation », nous pensons aujourd'hui de manière généralement intuitive à une nouveauté technologique : le dernier gadget en date, un robot ou les voitures sans conducteur. Cela tient entre autres choses au fait que nous sommes chaque jour en contact avec de nouveaux produits et prestations du domaine numérique et qu'ils occupent par conséquent une grande place dans notre vie. La priorité de beaucoup d'entreprises va également aux innovations techniques. Le potentiel financier de l'innovation passe souvent au premier plan, parfois au détriment des aspects sociétaux.

Les entrepreneurs sociaux agissent à maints égards en tant que vecteurs d'innovations dans la société :

- **Utilisation de nouveautés technologiques :** les entrepreneurs sociaux utilisent la technologie pour fournir leurs prestations de manière encore plus efficace à leurs bénéficiaires. Les chiffres allemands montrent que les entrepreneurs sociaux utilisent toutes sortes de nouveautés technologiques, comme par exemple des applications mobiles, l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique, l'Internet des objets ou encore la technologie blockchain. L'entreprise sociale *Treeedom* (cf. plus haut) par exemple utilise dans son application une approche ludique assistée par la technologie pour sensibiliser les gens à la protection de l'environnement.
- **Agencement d'innovations sociales :** les entrepreneurs sociaux développent de nouvelles approches pour aborder les défis sociétaux (Vous trouverez plus d'informations sur le thème « Innovations sociales » dans l'infobox¹⁰). Dans un sondage réalisé en Allemagne, à peine un quart de tous les entrepreneurs sociaux ont indiqué posséder un modèle d'efficacité innovateur au niveau mondial. L'entreprise sociale *wohnbuddy* (cf. plus haut) met en contact deux groupes de personnes qui ne se seraient sinon jamais rencontrés : des jeunes gens ont la possibilité de loger chez des seniors à un prix avantageux en échange d'assistance au quotidien.

- **Adéquation de la technologie pour divers besoins** : la technologie peut parfois renforcer les préjugés dans la population – ce n'est que récemment que des tendances racistes ont été découvertes dans de nombreux algorithmes de reconnaissance d'images¹¹. Beaucoup d'entrepreneurs sociaux s'engagent à remédier à ces inégalités dans la technologie. Un exemple : PIKSL (cf. plus bas), qui permet à des gens peu expérimentés concernant internet de se familiariser avec cet outil.

Nombreux sont les cas dans lesquels ces catégories sont toutes trois présentes dans une entreprise sociale, car les innovations sociales et techniques se complètent parfaitement bien.

Si l'on considère cette multitude d'innovations sociales mais aussi techniques dans les entreprises sociales, on voit que le secteur de l'entrepreneuriat social possède un fort pouvoir d'innovation. Les entrepreneurs sociaux sont donc synonymes d'innovations diverses et socialement acceptables, dans des domaines techniques et non techniques, et influencent donc la société de demain.

Définition de l'innovation sociale

Le groupe de recherche TEPsIE définit les innovations sociales comme de nouvelles méthodes pour aborder les besoins sociaux. Les innovations sociales comprennent aussi bien les outils que les objectifs sociaux. Les bénéficiaires sont impliqués et mobilisés et les relations sociales sont transformées par un meilleur accès des bénéficiaires au pouvoir et aux ressources.

Pouvoirs démocratisants grâce à l'entrepreneuriat social

Les entrepreneurs sociaux peuvent contribuer à la démocratisation de l'économie en permettant à la société de manière plus importante que par le passé d'exercer une fonction de contrôle envers l'économie.

Ces dernières années, l'évolution des marchés a été fortement dissociée des questions sociétales. Cette dissociation pourrait provenir de décisions économiques visant en grande majorité à maximiser les bénéfices qui n'ont souvent pas pris en compte les aspects sociétaux et écologiques. Il en résulte aujourd'hui en partie des conséquences écologiques lourdes. S'il a été possible de réduire notablement la pauvreté absolue dans les pays les plus pauvres de la planète, on constate toutefois dans les pays riches un écart de plus en plus important entre les riches et les pauvres¹².

Les défis sociétaux au cœur des réflexions

Les entrepreneurs sociaux commencent à s'occuper de ces défis sociétaux et écologiques. Leur structure et en particulier la participation des différentes parties prenantes permettent en même temps l'intégration/la réintégration de la perspective sociétale dans l'organisation elle-même. Les questions sociétales, écologiques et économiques doivent ainsi dès le départ être prises en considération dans leur ensemble dans le cadre d'une seule et même organisation et les conséquences négatives de la dissociation doivent être vraiment combattues.

L'influence sociétale sur les entreprises a été jusqu'à maintenant fortement limitée. De nombreux entrepreneurs sociaux se penchent sur ce thème et montrent comment différents acteurs sociaux peuvent être intégrés de manière démocratique et à long terme dans les décisions des organisations. Cela signifie concrètement que les entrepreneurs sociaux s'investissent à plusieurs niveaux pour une participation plus importante :

- Plus d'influence pour les consommatrices et consommateurs,
- Compétences décisionnelles accordées aux collaboratrices et collaborateurs,
- Participation pour les bénéficiaires,
- Intégration d'autres acteurs et parties prenantes sociétaux.

La participation en tant que pouvoir démocratisant

Nombreux sont les entrepreneurs sociaux qui intègrent leurs collaborateurs dans les décisions stratégiques de leur organisation. Il en résulte un contrôle social accru des décisions par les collaborateurs, car le nombre de personnes qui participent aux décisions est plus important et chacun insuffle son propre point de vue pour les décisions à prendre. Ces différents points de vue représentent différentes situations sociales de départ et permettent une prise de décision plus homogène, par exemple concernant les aspects écologiques et sociaux.

On peut constater une contribution élevée des collaborateurs aux décisions dans les modèles de travail et les formes hiérarchiques adoptés par exemple par les organisations WOZ et Fairness at Work (cf. ci-dessous) basés sur l'auto-organisation et la répartition des pouvoirs de décision au sein de l'équipe. Les droits de décision démocratiques pour les collaborateurs peuvent toutefois se traduire par la transparence en matière de salaires et de promotion et revêtir également bien d'autres formes.

Outre l'implication du personnel, il existe une fonction de contrôle sociale concernant les décisions stratégiques dans les entreprises sociales qui optent pour une forme juridique avec une structure de membres. C'est par exemple le cas des associations ou des coopératives.

L'implication du personnel et des membres n'est qu'un exemple des nombreuses possibilités de participation offertes aux parties prenantes que l'on peut observer chez les entrepreneurs sociaux. Tous ces types de participation entraînent le fait que plus de gens et en particulier aussi les personnes directement concernées ont droit à la parole dans ces modèles de gestion et peuvent y participer. Cette fonction contrôlante de la société sur l'activité économique peut contribuer à prendre en compte les questions sociales, écologiques et économiques dans leur ensemble et à éviter les externalités. Cette évolution peut – avec l'influence croissante de l'organisation concernée – avoir un impact durable sur la démocratisation de l'économie.

Exemples d'entrepreneurs sociaux en Suisse, en Allemagne et en Autriche

Talentify (Autriche) www.talentify.at

Treedom (Allemagne) www.treedom.net/fr

Alternative Bank Schweiz (Suisse) www.bas.ch/fr

Wohnbuddy (Autriche) www.wohnbuddy.com

PIKSL (Allemagne) www.piksl.net

Die Vollpension (Autriche) www.vollpension.wien

fairness at work gmbh (Suisse) www.proper-job.ch

WirGarten (Allemagne) www.wirgarten.com

WOZ (Suisse) www.woz.ch

**Connaissez-vous des entrepreneurs sociaux en Suisse romande ?
Nous serons heureux de compléter la liste avec vos contributions.**

Ressources complémentaires

- **SENS:** SENS représente une économie porteuse de sens tout comme Social Entrepreneurship Suisse. En tant que plateforme nationale, SENS représente les entreprises suisses dont l'action est axée sur l'impact, les connecte de manière intersectorielle et avec l'environnement européen.
Autre lien intéressant : la carte de l'entrepreneuriat social en Suisse : <https://map.sens-suisse.ch/fr>
- **SENA :** le réseau autrichien d'entrepreneuriat social représente les intérêts des entreprises qui ont un impact social positif. SENA met en contact des personnes animées des mêmes intérêts, connecte et intensifie l'activité entrepreneuriale pour un impact social positif. <https://sena.or.at/>
- **SEND :** le réseau allemand d'entrepreneuriat social s'emploie à mettre les entreprises sociales en réseau, à les intensifier et à leur donner une voix commune. SEND établit des ponts importants pour promouvoir un changement positif dans la société et améliorer les conditions-cadres des innovations sociales. <http://www.send-ev.de/>
Les résultats du moniteur de l'entrepreneuriat social allemand sont eux aussi intéressants : <http://bit.ly/DSEM2019>
- **Groupe Facebook pour les entrepreneurs sociaux :** le plus grand groupe des réseaux sociaux sur le sujet dans la zone DACH connecte des personnes animées des mêmes intentions pour qu'elles puissent échanger, donner et recevoir des conseils pertinents et lire les nouvelles récentes : <http://bit.ly/SocEntGruppe>
- **L'étude « Wenn aus klein systemisch wird - Das Milliardenpotenzial sozialer Innovationen »:** l'étude montre que les entrepreneurs sociaux peuvent jouer un rôle important dans la maîtrise des grands défis sociétaux. Si les solutions proposées par les plus de 1700 entreprises sociales uniquement pour l'Allemagne étaient utilisées de manière systématique et mieux intégrées dans les systèmes actuels, il en résulterait un bénéfice pour l'économie qui pourrait se chiffrer à plusieurs milliards.
- **Atlas des innovations sociales :** l'atlas des innovations sociales montre des approches novatrices dans le monde entier pour résoudre les défis sociétaux. <https://www.socialinnovationatlas.net/map/>
- **EMES Research Network:** réseau de recherche international sur les entreprises sociales <https://emes.net/>

Bibliographie

- Bertelsmann Stiftung (Hg.) (2014) *Wirkungsorientiertes Investieren: Neue Finanzierungsquellen zur Lösung gesellschaftlicher Herausforderungen*, Abschlussbericht NAB Deutschland.
- Europäische Kommission (2011) *Mitteilung der Kommission an das Europäische Parlament, den Rat, den Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschuss und den Ausschuss der Regionen. Initiative für soziales Unternehmertum. Schaffung eines «Ökosystems» zur Förderung der Sozialunternehmen als Schlüsselakteure der Sozialwirtschaft und der sozialen Innovation*, SEK (2011) 1278 endgültig, Brüssel.
- Greene Tristan (2020) *Stop calling it bias. AI is racist*. The Next Web. <https://thenextweb.com/neural/2020/06/24/stop-calling-it-bias-ai-is-racist/> (09.09.2020)
- Hackenberg, H./Empter, S. (Hg.) (2011) *Social Entrepreneurship – Social Business: Für die Gesellschaft unternehmen*, Wiesbaden.
- Phineo (2020) *Kursbuch Wirkung. Das Praxishandbuch für alle die Gutes noch besser tun wollen*, <https://www.phineo.org/fuer-organisationen/kursbuch-wirkung> (21.02.2020).
- Sachs, J., Schmidt-Traub, G., Kroll, C., Lafortune, G., Fuller, G., Woelm, F. (2020) *The Sustainable Development Goals and COVID-19*, Sustainable Development Report 2020, Cambridge.
- SENS (2020): *Baromètre 2020 de l'entrepreneuriat social en Suisse*, Zürich: <https://sens-suisse.ch/monitor> (31.10.2020)
- Social Entrepreneur Netzwerk Deutschland (SEND e.V.) (2020) *Deutscher Social Entrepreneurship Monitor (DSEM) 2019*, Berlin, <https://www.send-ev.de/uploads/DSEM2019.pdf> (21.02.2020).
- Social Reporting Initiative e.V. (Hg.) (2014) *Social Reporting Standard (SRS). Leitfaden zur wirkungsorientierten Berichterstattung*, Mülheim a.d.R., <https://www.social-reporting-standard.de> (21.02.2020).
- TEPSIE (Hg.) (2014) *Doing Social Innovation: A Guide for Practitioners. A deliverable of the project: «The theoretical, empirical and policy foundations for building social innovation in Europe» (TEPSIE)*, European Commission – 7th Framework Programme, Brussels: European Commission, DG Research.
- UN (2020) *World Social Report 2020: Inequality in a rapidly changing world*. Department of economic and social affairs. <https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2020/02/World-Social-Report2020-Full-Report.pdf> (09.09.2020)

Impressum

Publication

Octobre 2020

Auteurs/autrices et gestion du projet

- Helga Hackenberg (Haute école évangélique de Berlin): hackenberg@eh-berlin.de
- Constanze Stockhammer (SENA) c.stockhammer@sena.or.at
- Rahel Pfister (SENS) rahel.pfister@sens-suisse.ch
- Michael Wunsch (SEND, gestion de projet) : michael.wunsch@send-ev.de
- Birgit Heilig (SEND): birgit.heilig@send-ev.de
- Katharina Scharpe (SEND): katharina.scharpe@send-ev.de



[Télécharger l'étude complète en allemand](#)

Éditeur

Fondation Anny-Klawa-Morf, Berne

Falkenplatz 11

Case postale

3001 Berne

info@anny-klawa-morf.ch

Tél. : 031 313 33 25

L'étude peut être commandée sous forme de tirage papier à l'adresse e-mail (contribution aux frais de CHF 6.00 à partir de plus de 5 unités).

Les opinions exprimées dans cette publication ne sont pas nécessairement celles de la fondation Anny-Klawa-Morf.

La Fondation Anny Klawa-Morf s'engage en faveur d'une éducation politique progressiste en Suisse. Il s'agit d'une fondation proche du PS Suisse mais indépendante, qui souhaite promouvoir le dialogue et la compréhension pour la démocratie. La Fondation est active sur le plan opérationnel et membre de la Foundation for European Progressive Studies (FEPS).

**Fondation Anny Klawa-Morf
Falkenplatz 11
Case postale
3001 Berne
info@anny-klawa-morf.ch
www.anny-klawa-morf.ch
T: 031 313 33 25**

IBAN: CH92 0900 0000 1527 0432 9